

L'incertitude continue pour « L'Avenir »

PRESSE Le sort des travailleurs suspendu au premier CA de Nethys

- Le plan de restructuration n'a pas pu être avalisé par le CA.
- La réunion a été annulée pour la troisième fois consécutive.
- Il faut attendre que Nethys se prononce.

Les rédactions des journaux des Editions de l'Avenir (EDA) restent plongées dans l'incertitude. Elles ne savent toujours pas quelles mesures d'économies elles vont se voir imposer. Le conseil d'administration qui doit avaliser le plan de restructuration de la direction devait se réunir ce lundi mais a finalement été annulé. C'est la troisième fois en trois mois. Une nouvelle date sera fixée dans les quinze jours.

Ce plan vise à restaurer la rentabilité des activités. En 2016, les EDA ont basculé dans le rouge avec une perte de 514.000 euros. Selon son administrateur délégué Eric Schonbrodt, la situation sera pire encore en 2017. La cause n'est pas à rechercher du côté d'une désaffection du lectorat. *L'Avenir* est l'un des journaux francophones qui se maintient le mieux. « C'est plutôt lié à l'augmentation de nos coûts depuis quatre ans et à la baisse des recettes publicitaires qui touche l'ensemble du secteur », explique Eric Schonbrodt. C'est de sa responsabilité de proposer des mesures correctrices pour retrouver l'équilibre. « Combien d'emplois sur les 157 équivalents temps pleins sont-ils menacés ? Il se refuse à détailler le contenu du plan, réservant la primeur de sa communication au conseil d'entreprise. Mais pour ce faire, encore faut-il que le conseil d'admini-

stration se réunisse pour avaliser ce plan, et c'est là que ça bloque.

« J'ai des difficultés à réunir ce conseil et à faire acter les mesures nécessaires pour qu'EDA puisse avoir des perspectives », reconnaît Eric Schonbrodt. *Je le regrette.* Le problème vient en réalité de Nethys, l'actionnaire à 100 % d'EDA. Depuis le début du scandale Publifin, celui-ci vit une période très mouvementée. Un nouveau conseil d'administration a été constitué mais il ne s'est toujours pas réuni. Ce sera le cas le 14 novembre. Ce n'est qu'après la tenue de ce conseil qu'EDA pourra tenir le sien.

Eric Schonbrodt demande de la clarté à ce CA. « J'attends de savoir ce que Nethys va pouvoir faire à l'avenir. J'entends tout et son contraire et ce n'est pas bon pour EDA », lâche-t-il en référence à certaines déclarations politiques sur la vente des titres de presse régionale française (*Nice Matin*, *La Provence*), voire un désengagement total de la presse écrite. « Il nous finit un cap, une vision. On peut diminuer les coûts en mutualisant certaines choses avec les autres titres du groupe (Moustique, Pocket, *Nice Matin*, *La Provence*...) mais, pour cela, il faut qu'on puisse y voir clair rapidement. Aujourd'hui, on travaille déjà dans ce sens mais tout cela

n'avance pas à un rythme suffisamment rapide. C'est compliqué de progresser dans ce contexte... »

Il ne comprend pas la sortie ce week-end de quatre parlementaires (PS, CDH, MR, Ecolo) qui se sont fendus d'un communiqué en faveur de la liberté de la presse en réaction à un article du *Vif-L'Express* du 27 octobre fai-

sant état de tentatives de pression et de censure de la direction de Nethys sur les journalistes de *L'Avenir* dans le cadre de la couverture de l'affaire Publifin. « Il n'y a aucun exemple d'informations ces dernières années qui n'auraient pas été traitées de fa-

« Cela devient difficile de travailler dans des conditions pareilles »

Didier Malempré, délégué de l'AJP

çon professionnelle et indépendante. Le débat est ailleurs. *L'Avenir* n'est pas face à un problème éditorial mais face à un problème d'entreprise. On fait des amalgames entre des pressions qui n'ont pas eu lieu et un plan de restructuration. »

Philippe Delaunois, administrateur de Nethys, estime, lui, logique la décision de reporter une nouvelle fois le CA d'EDA pour attendre celui de Nethys. « EDA est une filiale à 100 % de Nethys. Ce plan, c'est une opération importante qui doit être avalisée. Ensuite, c'est un nouveau conseil

d'administration. Il est naturel qu'on l'informe. Ce serait bizarre d'aller de l'avant dans ce dossier quelques jours seulement avant que le CA de Nethys ne se réunisse pour la première fois. D'autant qu'il y aura des implications économiques pour la maison-mère puisqu'elle devra financer ce plan social. »

Du côté des journalistes, l'incertitude – qui dure depuis trois mois – commence à peser. « Cela devient difficile de travailler dans des conditions pareilles, explique Didier Malempré, délégué de l'AJP (association des journa-

listes professionnels) au sein de la rédaction. On craint surtout pour les jeunes qui sont sous contrats à durée déterminée. » Les pressions de la direction de Nethys sur certains journalistes ? « A notre connaissance, il n'y en a jamais eu, réagit-il. Cela se saurait. Par contre, dire qu'il n'y a pas eu de pression sur notre rédacteur en chef, Thierry Dupireux, c'est autre chose. Il ne nous a en tout cas rien demandé et a joué son rôle de tampon. »

Il y a quelques jours, les délégués AJP et la société des rédacteurs de *L'Avenir* avaient publié un communiqué rendant hommage à leur rédacteur en chef « qui a rendu possible le respect des valeurs de sérieux et de professionnalisme, malgré une période délicate et troublée ». ■

JEAN-FRANÇOIS MUNSTER